



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Politique de développement rural en Europe de l'Est

Henri de Farcy

---

**Citer ce document / Cite this document :**

de Farcy Henri. Politique de développement rural en Europe de l'Est. In: Économie rurale. N°111, 1976. Agriculture et développement socialiste (Première partie ) pp. 65-70;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2400>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1976\\_num\\_111\\_1\\_2400](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_111_1_2400)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

Pendant longtemps, les responsables de la politique économique de nombreux pays socialistes ont envisagé le développement rural suivant des formes se rapprochant de celles du développement urbain : croissance des « agrovilles » notamment, avec de grands immeubles d'habitation. De nombreuses politiques, actuellement, s'intéressent davantage au contraire au développement de la vie des villages : maisons individuelles avec jardin, diversification des activités, de façon à fournir sur place du travail aux surplus de main-d'œuvre agricole (tourisme, construction, industries alimentaires, parfois même industries non alimentaires).

A cette politique, les villages et les districts sont invités à apporter une collaboration active. On assiste ainsi, dans certains pays du moins, à une certaine décentralisation des responsabilités ; les prochaines années montreront la façon dont ces objectifs influenceront sur les démarches actuelles de la planification centralisée.

## Abstract

Rural development policy in Eastern Europe - For many years those responsible for the economic policy of many socialist countries considered rural development along the same lines as urban development - the growth of « farm-towns » with blocks of flats. But at present many policies are more interested in the development of life in villages detached houses with gardens and a greater diversification of activity, in order to find more work on the spot for the surplus labour force (tourism, building trades, food industries, and even other forms of industry).

The villages and districts are invited to collaborate actively in this policy. In certain countries one sees a certain decentralization of responsibility. The next few years will show what influence these objectives will have on present methods of centralized planning.

# POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN EUROPE DE L'EST

par Henri de FARCY S.J. (1)

Pendant longtemps, les responsables de la politique économique de nombreux pays socialistes ont envisagé le développement rural suivant des formes se rapprochant de celles du développement urbain : croissance des « agrovilles » notamment, avec de grands immeubles d'habitation. De nombreuses politiques, actuellement, s'intéressent davantage au contraire au développement de la vie des villages : maisons individuelles avec jardin, diversification des activités, de façon à fournir sur place du travail aux surplus de main-d'œuvre agricole (tourisme, construction, industries alimentaires, parfois même industries non alimentaires).

A cette politique, les villages et les districts sont invités à apporter une collaboration active. On assiste ainsi, dans certains pays du moins, à une certaine décentralisation des responsabilités ; les prochaines années montreront la façon dont ces objectifs influenceront sur les démarches actuelles de la planification centralisée.

## Rural development policy in Eastern Europe

*For many years those responsible for the economic policy of many socialist countries considered rural development along the same lines as urban development - the growth of « farm-towns » with blocks of flats. But at present many policies are more interested in the development of life in villages - detached houses with gardens and a greater diversification of activity, in order to find more work on the spot for the surplus labour force (tourism, building trades, food industries, and even other forms of industry).*

*The villages and districts are invited to collaborate actively in this policy. In certain countries one sees a certain decentralization of responsibility. The next few years will show what influence these objectives will have on present methods of centralized planning.*

Il est difficile de parler d'une méthode socialiste du développement rural : les divers pays de l'Est ont des situations et ont hérité de traditions trop différentes pour qu'ils aient pu adopter des méthodes entièrement identiques. Tous néanmoins ont cherché par une planification centralisée, à faire échec aux lois du marché qui auraient régi les relations entre le milieu urbain et le milieu rural. C'est

sur la nature et la portée de cet effort que nous voudrions nous interroger. Ces réflexions sont le résultat d'observations recueillies au cours de divers déplacements en pays socialistes, notamment au cours du Colloque sur l'aménagement des zones rurales (2). Elles sont surtout destinées à provoquer la discussion.

## INTRODUCTION

### Un modèle urbain, industriel, centralisé...

L'on s'accorde à dire que le développement des pays socialistes a suivi pendant longtemps un modèle bien caractérisé visant à :

- développer l'industrie lourde, de façon à mettre de puissants moyens à la disposition de l'économie ;
- développer les villes, au moins dans la mesure où les règlements autorisaient les agriculteurs à s'y installer.

Ce fut notamment au début des années 1950, l'élaboration des projets concernant les « Agrovilles » ;

- centraliser les décisions par une économie centralement planifiée.

### ...tente de se concilier avec de nouvelles formes de développement rural.

Plusieurs éléments laissent pourtant prévoir une évolution dans ce domaine, visant notamment à décentraliser nombre d'activités et à faciliter la création de logements en zones rurales. Ceci ne résultant pas seulement de l'empirisme, mais faisant l'objet d'une tendance qui s'amorce à des degrés divers suivant les pays.

(1) Membre de l'Académie d'Agriculture.

(2) Cf. H. de FARCY. « L'aménagement et le développement des zones rurales ». C.R. du Séminaire de Plovdiv (Bulgarie) organisé par la Commission Economique pour l'Europe (Nations Unies), juin 1974. CNAR, 8, rue d'Athènes 75009 PARIS.

1 — C'est ainsi que pendant longtemps le gouvernement soviétique avait voulu assurer aux ruraux les avantages de la vie en ville en construisant à la campagne des « agrovilles » constituées notamment de maisons avec appartements, tout en tolérant l'usage de parcelles individuelles situées dans les champs proches du village.

A l'exposition des formes de vie rurale présentées à l'occasion du Séminaire de Plovdiv, la plupart des villages modèles restaient d'ailleurs constitués de maisons à plusieurs étages, dont le coût à vrai dire serait de 20 % moins élevé que celui de maisons individuelles (3).

Toutefois, ce dogmatisme laisse parfois la place à un certain empirisme, tentant de s'ajuster aux motivations des individus : 80 % des familles habitant la Sibérie préfèrent disposer d'une maison avec jardin (4). On sait par ailleurs que, dans certains pays, en Pologne ou en Roumanie, la plupart des familles rurales disposent d'une maison avec jardin. En Tchécoslovaquie, pays de vieille tradition d'industrie en milieu rural, la maison individuelle est encore fort répandue, et leur pays s'accroît actuellement par l'implantation de nombreuses résidences secondaires.

L'évolution varie évidemment suivant les pays : la Tchécoslovaquie par exemple admet mieux le développement des petits villages que l'Union Soviétique : dans ce dernier pays on y interdit, note B. Kerblay, toute construction nouvelle dans des villages de moins de 300 habitants.

2 — Mais quel qu'en soit le degré, on peut se demander si cette évolution n'est pas inspirée également par le souci de développer les responsabilités des habitants eux-mêmes.

Un représentant de l'Europe de l'Est me dit par exemple : « Nous avons une très grande difficulté à développer les relations humaines dans les grands ensembles urbains. Nous avons pensé que l'habitat collectif, groupé, favoriserait la disparition de l'individualisme. Nous nous rendons compte maintenant que chaque famille vit sur elle-même, apportant fort peu de soin à la propriété collective, rendant finalement fort peu de services bénévoles à la collectivité. Au contraire, lorsque l'individu a pu construire, avec l'aide de ses voisins, sa maison familiale, permanente ou temporaire dans un village, quand il a prêté la main à ses voisins pour construire la leur, il prend une autre attitude, plus responsable. Bien plus, il s'aperçoit que, dans ce village, les progrès collectifs ne se feront pas s'il n'y collabore pas lui-même. Il peut alors prendre un comportement personnel plus positif vis-à-vis de la société ».

Ceci correspondrait d'ailleurs parfaitement avec la déclaration du Chef de la Délégation Soviétique de Plovdiv : « rendre les populations responsables des relations de l'homme avec la nature comme avec la société ».

#### POPULATION URBAINE ET POPULATION RURALE

en millions d'habitants

	1950		1970		1985		% population agricole	
	urbain	rural	urbain	rural	urbain	rural	1970	1960
France	23	19	36	15	46	12	22,1	14,3
Bulgarie	2	5,2	4,4	4	6,4	3	55,7	42,2
Tchécoslovaquie	5,3	7,1	7,6	7	9,6	6,6	25,6	15,5
R D A	13	5,4	14	3,2	15	2,6	17,6	12,4
Hongrie	3,5	5,9	4,8	5,5	5,8	5,2	39	25,4
Roumanie	4,6	11,7	8,5	11,8	12,7	10,6	51,9	42,1
Pologne	9,4	15,4	16,8	16,2	23,7	14,5	48,2	38,4
U R S S	71	108	138	104	194	93	42,1	31,9
Yougoslavie	2,8	13,5	7,6	13	12,7	11,2	63,8	53,4

Les trois premières colonnes donnent en millions d'habitants la proportion de la population urbaine et de la population rurale, en 1950, 1970 et 1985. Source : *Annuaire Statistique des Nations Unies*.  
La dernière colonne donne le pourcentage de la population agricole dans la population totale du pays, en 1960 et 1970.

Comment la recherche de ce nouveau modèle peut-elle se concilier avec celle des modèles traditionnels ? Comment concilier vie rurale et industrialisation ? Comment harmoniser développement rural et progrès urbains ? Comment développer les initiatives à l'échelon local en gardant les valeurs de la centralisation ?

La réponse est d'autant moins simple que les situations sont prodigieusement variées. On comprendra (voir tableau) que la situation sera différente en RDA ou en Tchécoslovaquie, où la population rurale est nettement minoritaire, que dans d'autres pays, où elle est égale, sinon supérieure à celle des villes !

Sous ces réserves, nous examinerons successivement trois des caractères de la politique de développement rural : la diversification des activités, la planification locale et la participation des populations.

Compte tenu de la variété des définitions : milieu urbain, milieu rural, population agricole, les chiffres ne sont pas rigoureusement comparables ; tout au plus peuvent-ils indiquer des ordres de grandeur.

(3) Sur ce point de l'habitat rural en Union Soviétique, cf. B. KERBLAY : « L'isba d'hier et d'aujourd'hui ». Ed. l'Age d'Homme, Lausanne 1973.

(4) En Biélorussie, note A. SAKOFF, 19 % des médecins, près de 40 % des instituteurs ruraux, possèdent encore non seulement un jardin, mais une surface suffisante pour tenir une vache laitière. Bulletin et Statistique de la FAO, 1972.

## I — DIVERSIFIER LES ACTIVITES EN MILIEU RURAL

### 1 — Le développement en milieu rural d'industries transformant les produits agricoles ou contribuant aux besoins courants des villages ou des exploitations.

Il faut noter que pendant plusieurs années la politique des pays de l'Est avait (compte-tenu des différences notables entre les pays) tendu à concentrer les activités industrielles en ville. Ceci avait été par exemple sensible en Union Soviétique, où, avant la révolution, de nombreux paysans exerçaient aussi des métiers artisanaux ou industriels (« industrie buissonnière ») ; c'était moins sensible par exemple en Roumanie où la collectivisation, loin de supprimer le travail artisanal, avait regroupé les membres en coopératives de travail, parallèles aux coopératives de production regroupant les paysans.

Actuellement, des efforts sont tentés au contraire pour assurer ces types de travaux au niveau des villages. Des entreprises se créent qui sont des filiales de coopératives de production ou de kolkhozes. Ces derniers, en Union Soviétique, se réunissent maintenant à plusieurs pour fonder des entreprises collectives de transformation des produits, de constructions, de travaux publics. « Celles qui s'occupent de construction mobiliseraient déjà 500 000 travailleurs, chiffre non négligeable à côté d'une population active de 17 millions de personnes travaillant dans les kolkhozes » note B. Kerblay. En Allemagne de l'Est, les 8 000 coopératives agricoles de production ont ainsi créé près de 1 000 entreprises rendant ces mêmes services.

### 2 — Le développement d'industries non alimentaires en milieu rural.

Ces industries se font spécialement sentir dès que la population agricole diminue, son surplus ne peut plus être absorbé par les industries de transformation agricole ou de services pour l'agriculture. Elles sont également nécessaires pour fixer des travailleurs venus d'autres régions.

La politique des pays de l'Est varie évidemment suivant les pays. La Tchécoslovaquie avait une tradition déjà ancienne, que l'on retrouve par exemple autant en Allemagne Fédérale, de dispersion de l'industrie en milieu rural. Les entreprises privées une fois nationalisées sont restées sur place. Dans d'autres pays socialistes, les industries étaient moins fréquentes en milieu rural. Les implantations récentes résultent de la décentralisation dans un village donné d'une entreprise d'Etat déjà située en ville et ayant besoin de s'agrandir.

En Hongrie toutefois nous avons vu un président dynamique transformer son village et y établir une entreprise de fabrique de matériaux, une autre de poteaux de fer, une autre de fourniture de services à la ville de Budapest (5). Mais pendant longtemps une coopérative agricole ne pouvait y procéder qu'à des activités situées à l'amont et à l'aval de l'agriculture. Elles peuvent maintenant lancer d'autres industries, mais à condition que le revenu apporté par

l'activité non agricole ne dépasse pas celui de l'activité agricole. C'est probablement un écho de la doctrine classique marxiste par laquelle la coopérative n'est au fond qu'une forme inférieure de structure sociale. On la laisse sans doute subsister, mais on ne désire pas qu'elle puisse concurrencer la forme supérieure, qui est l'entreprise d'Etat.

### 3 — Le développement des diverses formes de tourisme et de loisir.

Le phénomène du tourisme rural commence à se poser avec acuité dans les pays de l'Est. Il reste encore relativement peu sensible en Union Soviétique, où les familles des villages reçoivent surtout des parents ou amis pendant les vacances. Il est plus fréquent en Pologne où les exploitations agricoles offrent à des hôtes payants le « repos sous le poirier ». En Allemagne de l'Est, certaines coopératives agricoles ont lancé des villages de vacances, souvent en liaison avec les comités d'entreprise de grandes usines urbaines.

Il paraît intéressant d'insister sur le développement des **résidences secondaires** en Tchécoslovaquie. On en dénombre actuellement 140 000, soit dix pour 1 000 habitants. Mais leur proportion est beaucoup plus importante pour les habitants de Prague : on m'a cité le chiffre, qui me paraît fort élevé, d'une résidence pour trois familles. Ces résidences, primitivement constituées par l'achat de bicoques rurales abandonnées, sont maintenant construites, à l'état de neuf, le plus souvent avec un apport assez important de travail manuel fourni par le propriétaire lui-même. Elles se placent sur des terrains qui sont vendus par les agriculteurs. On sait en effet que, si les paysans apportent leurs terres aux coopératives de production, ils en gardent la nue propriété et peuvent la revendre, à condition d'avoir obtenu l'autorisation de leur coopérative. Il semble que l'afflux des résidents secondaires ait, dans certains cas, permis de multiplier par dix le prix de la terre depuis 1955.

### 4 — Habitat permanent en milieu rural.

On signale également l'accroissement du nombre de personnes vivant en milieu rural et travaillant dans des villes voisines. Phénomène déjà fréquent en Allemagne ou en Pologne, mais qui semble se développer aussi en Bulgarie : 50 % de la population d'un village situé à 15 kilomètres de Plovdiv, ville industrielle de 350 000 habitants, mais seulement moins de 10 % de celle d'un autre village situé à 25 kilomètres par exemple.

### 5 — Création de services en milieu rural.

Pour que ce milieu rural soit vivant, il faut l'animer : les services de toutes sortes : échanges commerciaux, culture, santé, loisir, etc... ne posent pas de problèmes spéciaux lorsque les populations sont denses. Par contre, certains ont mis au point des formules très souples pour les régions à population moins dense.

En Allemagne de l'Est, par exemple, l'on a développé à la fois les méthodes de vente par correspondance, de télé-enseignement (j'avais estimé au cours d'une mission en

(5) L'action de cet « entrepreneur » a été décrite dans les Annales Internationales de Sociologie de la Coopération, janvier-mars 1973. Peut-on développer l'esprit d'entreprise ?

novembre 1971 que chacun des 900 000 travailleurs agricoles consacrait en moyenne cent heures par an à bénéficier d'un enseignement agricole); par ailleurs, on suscite le développement de formules nouvelles de camions-magasins, de bibliobus, de camions de radiographie, de camions-teintureries, etc...

## II — PLANIFIER

A des degrés divers, l'on estime dans les divers pays que **l'occupation des sols et la répartition des activités qui s'y opèrent ne peut être laissée au simple déterminisme économique**. La société doit intervenir de façon à optimiser l'utilisation des ressources naturelles et à assurer le plein emploi des hommes.

En effet, les méthodes de planification depuis longtemps en usage lorsqu'il s'agissait de la production économique, cherchent à optimiser l'emploi du sol et le travail humain. Prenons à titre d'exemple les méthodes utilisées en Ukraine, telles qu'elles ont été présentées au séminaire de Plovdiv.

Les plans des districts y sont établis en effet de telle façon qu'ils puissent être coordonnés avec ceux des régions, eux-mêmes en liaison bien entendu avec ceux de la République d'Ukraine et de l'Union Soviétique.

1 — **Les plans des régions**, comprennent les éléments suivants :

- développement des centres industriels, de la production agricole ;
- répartition de la population en conséquence de ces activités ;
- établissements d'équipement hydraulique ;
- expansion des entreprises de construction et de travaux publics ;
- établissement des voies de communication.

2 — Au niveau des **districts** (population moyenne variable, mais en moyenne de l'ordre de 60 000 habitants), la planification porte sur les éléments suivants :

- aménagement des ressources naturelles et protection de la nature ;
- répartition des entreprises ;
- développement des agglomérations rurales ;
- services collectifs et culturels ;
- investissements, construction.

3 — Enfin, ces plans servent de base aux plans de développement des **petites localités rurales**.

Le schéma élaboré par le représentant de l'Ukraine montre également une **répartition minutieuse des activités** suivant l'importance des agglomérations.

**Le système des services comporte plusieurs échelons**. Chaque échelon comprend divers établissements classés d'après l'ampleur de la demande et la complexité des prestations, ainsi que d'après l'importance de la population à desservir et, en ce qui concerne celle-ci, les facilités d'accès ou les conditions d'éloignement.

● Les services du **premier échelon** qui, en règle générale, desservent une seule agglomération, comprennent les écoles maternelles, les écoles primaires, les lieux de réunion, les clubs, les postes de secours médical, les magasins

L'espace rural n'est donc plus simplement le cadre des activités agricoles. Il est devenu le support d'activités infiniment diverses, temporaires ou permanentes. Mais tous les gouvernements estiment désormais que l'équilibre entre ces activités ne peut être atteint de lui-même. Il est nécessaire de l'organiser.

d'articles de première nécessité, les cantines, les établissements de bains, les services de blanchisserie.

● Au **deuxième échelon**, figurent les établissements qui desservent la population des agglomérations **d'une seule et même entreprise agricole**. Ils comprennent les écoles d'enseignement général de huit années, les maisons de la culture, les cliniques d'accouchement et de secours médical, les magasins, les centres polyvalents de réception des ateliers pour le service public avec section de réparation, les laveuses automatiques, les cantines (avec cuisine), les groupements sportifs, les bâtiments administratifs des kolkhozes et des sovkhoses, le service des télécommunications.

● Le **troisième échelon** comprend les établissements qui desservent la population des **localités de plusieurs entreprises agricoles** : écoles secondaires avec ou sans internat, hôpitaux de quartier avec polyclinique, centres commerciaux (grands magasins), ateliers pour le service public, stades, restaurants, etc...

● Au **quatrième échelon** se trouvent les établissements qui desservent la population de **tout le district** : hôpitaux centraux, maisons de la culture, magasins spécialisés et grands magasins, ateliers pour le service du public, services administratifs et des télécommunications.

● Le **cinquième échelon** est formé d'établissements qui desservent la population de plusieurs districts ou de toute une région. Ce sont, en général, des établissements d'enseignement technique secondaire ou supérieur, des hôpitaux spécialisés, des théâtres, des expositions permanentes, des sanatoriums, des maisons de repos.

Dans les régions rurales, le réseau de ces établissements fixes est complété dans une large mesure par des unités mobiles, dont les plus répandues sont les suivantes : camions-magasins, camions-cantines, centre polyvalent de réception des ateliers pour le service du public, ateliers spécialisés dans la réparation des postes de radio et des appareils ménagers, salons mobiles de coiffure, cabinets de traitement et de prothèse dentaires, installations de radiographie, cabinets de diagnostic et de soins, etc...

L'exemple de l'Ukraine, sur lequel nous venons d'insister n'est qu'un cas particulier de la politique générale adoptée en Union Soviétique. La planification de l'espace rural se décide au niveau du district, dont la population moyenne approche de 60 000 habitants.

Le Conseil (Soviet) du district élabore un projet d'aménagement, fixe les indices de développement des diverses agglomérations, détermine les diverses activités des habitants, répartit les terrains et autorise les constructions en fonction des activités des entreprises.

C'est en fonction de ces directives que sont établis un certain nombre de plans sectoriels : activités des entreprises, constructions de logements de bâtiments communs, d'équipements de santé et socio-culturels. Des indices sont établis pour apprécier le niveau d'exécution de ces plans.

### III — FAIRE PARTICIPER

Faire participer, c'est-à-dire mettre sur pied des organismes et des méthodes telles que les opérations de développement rural ne soient pas seulement faites dans l'intérêt des milieux ruraux, mais avec leur collaboration : « pour le peuple », certes, mais aussi « par le peuple ».

Ceci suppose que chacun puisse se faire une opinion, l'exprimer, la mettre en œuvre au service de l'intérêt général.

On peut noter dans ce domaine des expériences très riches :

#### 1 - La prise de conscience de l'originalité d'une culture ou d'une tradition locale

On sait à quel point dans de nombreux pays, l'on a eu à cœur de faire comprendre aux habitants d'une région la valeur de leur propre culture : en Bulgarie, les jours de fêtes, les enfants endimanchés montent à tour de rôle la garde devant les monuments aux victimes des nombreuses guerres qui ensanglantèrent le pays. En Tchécoslovaquie, les milieux ruraux sont continuellement intéressés à l'entretien et à la restauration des 8 500 monuments historiques (sur un total de 30 000) situés en milieu rural. Et partout, les clubs folkloriques, musicaux, artistiques invitent chacun à retrouver ses propres racines.

Dans certains pays, ces mouvements éveillent progressivement les habitants aux problèmes de l'environnement : ceci semble par exemple spécialement sensible en Tchécoslovaquie où de nombreuses brochures, des cours, des conférences, attirent l'attention sur la responsabilité de chacun dans la lutte contre la pollution et dans la préservation de l'environnement. Notons d'ailleurs que les résidents secondaires d'une commune assurent souvent la police des pique-

niqueurs ou promeneurs du dimanche, de façon à assurer la propreté des lieux et à éviter les dégradations.

#### 2 - Le souci de participer aux décisions de la collectivité

Il est évidemment admis, dans les pays à planification centralisée, que les décisions-clés de la planification ne soient prises qu'après avoir consulté les intéressés, souvent admis à présenter eux-mêmes leurs propres plans.

En Union Soviétique, les décisions concernant les communautés rurales sont par exemple évoquées dans les assemblées générales des kolkhozes chacun peut librement y donner son avis et soutenir, à main levée, les motions qui lui sont présentées. En Yougoslavie, les plans qui visent à définir à la fois les activités et les implantations de ces activités sur un territoire communal, commencent par être élaborés par les autorités, puis confiés à des experts qui établissent un avant-projet cohérent.

Celui-ci est alors discuté dans la commune : « Pour une localité de 4 000 habitants, me dit un de ces experts, j'ai ainsi trois réunions regroupant chacune 300 à 400 personnes ». Compte tenu de leurs observations, le plan a été modifié, puis approuvé par le conseil communal.

Notons enfin une forme originale de collaboration entre les ruraux et les citoyens, c'est la **participation des résidents secondaires aux responsabilités communales** en Tchécoslovaquie : nous avons déjà fait allusion au nombre des résidents secondaires, à leur influence sur les régions rurales. Désormais, dans chaque commune les résidents secondaires doivent se choisir un délégué qui les représentera auprès du conseil local, tant pour exprimer leur point de vue que pour mettre en œuvre, dans leur milieu, les dispositions prises par les pouvoirs locaux.

### QUELQUES POINTS D'INTERROGATION

Ces indications montrent une évolution profonde en faveur du développement rural. Peu à peu, les communautés rurales diversifient leur activité, établissent leurs propres planifications, prennent des formes originales de participation.

On notera qu'elles le font souvent, comme en Union Soviétique, dans le cadre de districts de 30 000 à 80 000 habitants. On peut remarquer que ce niveau de population est celui des Planning Authorities aux Etats-Unis, ou des centres de planification en Allemagne Fédérale : nombre suffisamment important pour assurer une variété d'emplois, assez petit pourtant pour laisser la place à une volonté commune, facilement identifiée.

Mais, les tendances actuelles au développement ne vont-elles pas rencontrer quelques obstacles, d'importance diverse suivant les pays ?

#### 1 - Le problème des transports

Au moment où l'un des délégués expliquait au Congrès de Plovdiv la minutieuse organisation des transports publics (minibus entre les villages et les bourgs ; grands bus entre les bourgs et les petites villes ; omnibus entre les petites villes et les grandes villes), un délégué des USA remarquait :

« Ce système aboutit à établir une sorte de hiérarchie entre les centres. Nous l'avons tenté également. Mais nous nous sommes aperçus que dans un district les habitants des villages qui devaient se rendre automatiquement dans un centre donné pour y trouver tous les types de service se sentaient profondément frustrés. Dominés, ils n'apportaient pas au développement de l'ensemble une volonté et un intérêt suffisant. Pour y remédier, nous tentons de répartir les différents services : (santé, éducation, industrie, commerce) sur l'ensemble de la zone : chaque communauté locale y prend alors une meilleure originalité ».

Cet objectif est parfaitement adapté aux formes de circulation aux Etats-Unis (et notamment par exemple à des modes très souples pour mettre les conducteurs de voitures individuelles à la disposition des personnes âgées). Peut-il se concilier avec les formes assez rigides de transports en pays socialistes ? Comment éviter que le milieu rural ne se sente dominé par la petite capitale ?

#### 2 - Les institutions de développement

On a signalé à propos du développement rural israélien le rôle joué par le kibboutz dans l'industrialisation des campagnes : cet organisme pouvait coordonner la reconversion de la main-d'œuvre dans des activités non agricoles, créer

ses propres secteurs de développement, dialoguer avec plein pouvoir avec des entreprises susceptibles de se décentraliser, tout ceci dans le cadre du Plan.

Pour le moment, comme nous l'avons signalé en Hongrie, la formule de la coopérative ou du kolkhoze reste beaucoup moins souple : il paraît difficile de susciter sur place des initiatives visant à occuper la main-d'œuvre à des activités non agricoles. Tout au plus un kolkhoze peut-il prendre une participation dans des entreprises de construction ou de services, et évidemment négocier la décentralisation d'une entreprise située en ville... à condition que les cadres de ces dernières acceptent le niveau de services, encore nettement plus faible, du milieu rural.

On peut donc se demander si ces exigences concernant les structures ne risquent pas de freiner quelque peu le développement non agricole du milieu rural.

Il sera enfin passionnant de suivre l'évolution des méthodes visant à assurer la participation des populations elles-mêmes à leur propre développement. Le milieu rural, dans tous les pays de technologie avancée, est soumis à

une tension prodigieuse. Il est conscient de ses propres valeurs, héritées d'une longue tradition d'adaptation au milieu physique, et aux circonstances historiques, adaptées par les initiatives des innovateurs locaux en matière de culture, de vie économique, de vie politique. Mais ceci doit se confronter continuellement aux nouvelles données de la technique, de l'économie, de la politique. Pour résoudre ces conflits, il n'est pas trop de chaque intelligence, de chaque bonne volonté. Celles-ci s'expriment souvent maladroitement, se fortifient dans les oppositions, se développent dans des tentatives souvent hasardeuses, s'approfondissent même dans les échecs. Il n'est qu'à voir les fourmillements d'initiatives dans les pays de technologie avancée, qui, comme en Israël ou aux Etats-Unis, ont désormais une population rurale stable. Initiatives venant souvent des contestataires les plus vigoureux ! Comment, dans les pays de l'Est, s'opérera la transformation des méthodes de planification, permettant de soutenir ces innombrables possibilités d'adaptations locales, sans renoncer à la volonté fondamentale de maîtriser l'évolution économique et sociale ? Que de renseignements pourraient sur ce point nous apporter la publication d'enquêtes faites sur le terrain !